

Communiqué de presse

Paris, le 2 février 2017

Baromètre 2017 des achats responsables ObsAR / OpinionWay

Des achats responsables de plus en plus intégrés au « business » des organisations.

Les entreprises ne voient plus de contradiction entre la maîtrise des coûts et les achats responsables, qui sont prioritaires pour 43 % des acheteurs.

Le frein budgétaire n'est plus un problème face à la meilleure connaissance du sujet et à la maturité grandissante des acheteurs.

Les résultats et les principaux enseignements du baromètre 2017 ObsAR /OpinionWay ont été présentés jeudi 2 février à l'ObsAR.

Si pour 43 % des acheteurs les achats responsables sont une priorité, pour les autres (49 %), ils sont un des éléments de leur politique d'achats, encore très orientée sur la réduction des coûts, ce qui n'est **plus du tout perçu comme incompatible**. Au contraire, l'enquête fait apparaître à la fois :

- une forte appétence pour les approches en coût global (71 %) et pour la recherche d'économies de ressources (+ 11 points, à 66 %),
- une meilleure maîtrise des risques (80 %) et une forte prise de conscience des responsabilités sociétales (développement économique local, emploi, recherche d'innovation).

La progression de la **bonne connaissance du sujet (+ 4 points, à 89 %)**, combinée à l'ancienneté grandissante des acteurs, influe sur la qualité de plus en plus affirmée de la prise en charge de cette politique dans les organisations. Manifestement, l'effet cumulé des efforts de sensibilisation, des réussites constatées qui servent d'exemple à suivre et de la meilleure utilisation des référentiels ont fait encore progresser la maturité des acheteurs.

Ainsi, dans le détail, peut-on constater une meilleure diffusion en interne (+ 8 points, à 82 %), associée à la formalisation des objectifs (71 %), au suivi d'indicateurs (64 %) et au développement d'outils spécifiques (61 %). La mesure de la **conformité des résultats** obtenus par rapport aux objectifs fixés (55 % en ligne et 7 % supérieurs, contre 24 % inférieurs et 14 % non quantifiables) confirme le réalisme des acteurs.

La progression globale de la prise en compte des **différentes composantes** des achats responsables est également un marqueur de cette maturité :

- importance accrue de la maîtrise du risque, notamment sur le pays d'origine (+ 6 points),
- critères environnementaux en forte progression (+ 8 points, dont les économies de ressources qui progressent de 11 points),
- conscience plus forte des responsabilités sociales (+ 9 points), y compris l'insertion des personnes éloignées de l'emploi (+ 8 points),
- mesure nouvelle de l'importance accordée à la lutte contre la corruption (85 % des acheteurs).

.../...

Les questions plus technico-pratiques montrent également un progrès sur le fond, malgré quelques balbutiements sur certains sujets complexes. Ainsi :

- la rationalisation des moyens de contrôle des fournisseurs, associés à celle des référentiels qui vont se focaliser encore plus sur la norme ISO 20400,
- **meilleure approche du « coût global »** (71 %), mais qui prend encore peu en compte les coûts de fin de vie ou de recyclage (47 % des acheteurs),
- pratique de la sélection par le « mieux-disant » réaffirmée (72 %), ...mais la place du prix dans la pondération des critères reste en question comme la valorisation des critères RSE,
- **évaluation des fournisseurs généralisée** (91 %), avec questionnaires et audits en progression (+ 6 points) mais labels et certifications en baisse (- 4),
- priorité donnée aux PME très contrastée, à 73 %, en progression globale surtout dans le secteur public et chez les petites entreprises,
- **légère amélioration des délais de paiement** (baisse de 4 points des payeurs à plus de 60 jours et progression de 2 points pour les payeurs à moins de 30 jours).

Au total, le baromètre 2017 de l'ObsAR mesure **une nouvelle progression des pratiques d'achats responsables** et souligne l'affaiblissement des freins qui s'opposaient à leur déploiement. En particulier, sur 6 ans, on constate la **chute de 20 points des contraintes budgétaires**, manifestant la prise de conscience qu'acheter responsable n'est certainement pas plus cher sur la durée de vie des produits, services ou travaux qu'on achète.

L'implication des directions générales est sans doute aussi un facteur d'approfondissement, que le baromètre mesure à l'aune des objectifs les plus recherchés. **La progression parallèle du respect des valeurs sociétales, de l'image de l'entreprise, de la réduction des risques et de leur contribution au développement économique le souligne : les achats responsables sont bien au cœur des enjeux de l'entreprise.**

Ci-joint extraits de la présentation

Contact presse : Gérard BRUNAUD, Secrétaire Général, 06 44 25 95 37, gerard.brunaud@obsar.asso.fr

L'Observatoire des Achats Responsables (ObsAR), est un « think tank » privé / public créé en 2010 qui a pour objectif de proposer un espace privilégié d'échanges, de connaissance et d'approfondissement des bonnes pratiques en matière d'Achats Responsables. Il a piloté à l'AFNOR l'élaboration de la norme « achats responsables » (NF X 50-135), première déclinaison sectorielle de l'ISO 26000, qui promeut l'intégration d'objectifs de développement durable et de responsabilité sociétale des organisations dans les politiques d'achat et leur mise en oeuvre, dans le public comme dans le privé. Il a travaillé à son prolongement à l'international (norme ISO 20400) en pilotant la délégation française, ainsi qu'à sa cohérence avec les réglementations sur les marchés publics. L'ObsAR vise notamment à mettre à la disposition de ses adhérents des outils et méthodes, ainsi que des indicateurs de mesure et d'évolution des pratiques « métier » et des espaces de rencontres entre les parties prenantes. Membre de la Plateforme nationale pour la RSE, l'ObsAR édite des guides pratiques produits par ses groupes de travail, participe à de nombreux événements « achats » et publie annuellement avec OpinionWay le Baromètre des Achats Responsables. Site Internet : www.obsar.asso.fr